



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE LA JACTERIE

LA CONFORDIERE
LA TOURLANDRY
49120 Chemillé-En-Anjou

Références : 2024-84_AUTO_LA JACTERIE_RAP

Code AIOT : 0006306756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN DE LA JACTERIE implanté La Jacterie LA CHAPELLE ROUSSELIN 49120 Chemillé-en-Anjou. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE LA JACTERIE
- La Jacterie LA CHAPELLE ROUSSELIN 49120 Chemillé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006306756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARC ÉOLIEN DE LA JACTERIE est autorisée par l'arrêté préfectoral DIDD-2014-n°47 du 26 février 2014, à exploiter sur la commune nouvelle de Chemillé en Anjou (communes déléguées de La Chapelle Rousselin, Saint-Georges-des-Gardes et Trémentines) des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (rubrique 2980).

Le parc est composé de cinq éoliennes d'une hauteur de 100 mètres (mât + nacelle) et d'une puissance unitaire de 2,5 MW, ainsi que d'un poste de livraison.

Le parc éolien a été mis en service en novembre 2016.

L'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations sur la thématique du risque incendie.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vérification de la mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Prescription à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	30 jours
7	Maintenance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
5	Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est sensibilisé au risque incendie qui est présent sur ce type d'installation. Il doit veiller à ce que les compte-rendus de contrôles réalisés par les prestataires extérieurs soient conformes aux attendus et que les non-conformités identifiées soient levées dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité
Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Les voies d'accès sont carrossables et maintenues en bon état, ainsi que les abords du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification de la mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance périodique

Prescription contrôlée :

[...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports SOCOTEC de vérifications électriques des éoliennes et du poste de livraison de l'année 2023 et 2024.

Les vérifications ont été réalisées le 05/06/2023 et le 04/06/2024 pour l'ensemble des installations. Ces rapports font état du contrôle de la mise à la terre. La mesure de la continuité électrique semble avoir été réalisée lors de ces deux derniers contrôles.

Cependant, ces documents font apparaître deux points à vérifier :

- les tableaux regroupant les mesures de l'année précédente et de l'année en cours sont identiques pour les deux années. Par exemple, pour l'éolienne E1, les mesures de continuité indiquées sont :
dans le rapport 2023 : valeur précédente : 1 ; valeur mesurée : 3,1
dans le rapport 2024 : valeur précédente : 1 ; valeur mesurée : 3,1
- les valeurs mesurées sur les éoliennes E1, E2, E4 et E5 sont identiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier que la continuité électrique a été mesurée au moins une fois sur les deux derniers contrôles.

Il s'assurera également que la continuité électrique soit mesurée lors du prochain contrôle de vérification de la pérennité de la mise à la terre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection s'est rendue sur les cinq aérogénérateurs lors de la visite du 28/11/2024. L'ensemble des accès aux éoliennes et au poste de livraison étaient fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescription à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des personnes
Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Des panneaux d'affichage mentionnant les consignes à respecter par les tiers sont présents sur le poste de livraison, ainsi que sur les chemins d'accès aux éoliennes. Le panneau situé sur le chemin d'accès à E2 est recouvert de végétation et son positionnement ne permet pas une visibilité optimale lorsqu'on accède à cette éolienne. Le seul numéro de téléphone présent sur le panneau est celui des secours (pompiers), qui ne sont pas compétents en cas de simple signalement de dysfonctionnement. Le numéro de la centrale d'appel doit apparaître sur le panneau afin de signaler toute problématique qui ne relève pas des pompiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les panneaux devront être dégagés et/ou nettoyés afin de permettre une lecture aisée des consignes. L'exploitant procédera à l'affichage du numéro de la centrale d'appel sur les panneaux réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a transmis les attestations de formation du personnel. Celui-ci est formé aux risques électriques, au travail en hauteur, aux risques incendie et aux premiers secours. Par ailleurs, l'exploitant dispose de fiche réflexe concernant les procédures à mettre en place lors de différentes situations à risque. L'exploitant a transmis une liste d'exercices réalisés sur l'ensemble des parcs éoliens qu'il a en gestion. Un exercice a été réalisé sur le parc de la Jacterie le 21/11/2024. Après la visite, le compte-rendu de l'exercice a été transmis à l'inspection des installations classées. Le scénario retenu pour l'exercice était un départ d'incendie sur site signalé par un passant. L'exploitant a identifié que la procédure a été suivie, mais que le personnel n'a pas réagi dans les délais prévus car il avait connaissance que c'était un exercice. L'exploitant a rappelé à son personnel l'importance de réaliser un exercice dans les conditions similaires à une situation réelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection a constaté que l'intérieur des six aérogénérateurs est maintenu propre. Absence de stockage de matières combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification annuelle des installations électriques réalisés par SOCOTEC en date du 04/06/2024. Ces rapports font apparaître les observations suivantes : Pour le poste de livraison, une absence d'identification d'un coffret dans le local HT et d'un chargeur de batterie. Cette non conformité est présente depuis au moins 2022. Pour l'éolienne E3, des traces d'échauffement constatées sur le contacteur 16K2. L'exploitant a transmis après la visite d'inspection le rapport d'intervention de Nordex pour le remplacement du contacteur. Par ailleurs, pour les éoliennes E1, E2, E4 et E5, les rapports de vérification mentionnent des limites de la prestation, et notamment l'absence de vérification des transformateurs HT/BT, l'absence de vérification des appareils d'éclairage et la vérification des cellules haute tension qui n'est réalisée que par un examen visuel extérieur en l'absence de personnel accompagnant habilité à la manœuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier de la levée des non-conformités récurrentes (étiquetage). Le prochain contrôle de vérification annuelle des installations électriques devra être complet et intégrer la partie haute tension.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés

aux risques à combattre. [...]

Constats :

Le rapport de contrôle annuel des extincteurs en date du 04/06/2024 indique qu'aucune observation est à noter.

Il mentionne le remplacement à neuf d'un extincteur sur le poste de livraison.

Lors de la visite sur site, dans le poste de livraison, l'extincteur neuf dispose d'une étiquette qui ne mentionne pas la date de mise en service de l'appareil. Par ailleurs, l'étiquette de l'autre extincteur du poste de livraison n'a pas été complétée par la visite réalisée en juin.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a justifié du remplissage des informations sur les extincteurs.

Les classes d'extincteurs sont adaptées au risque identifié.

Type de suites proposées : Sans suite